

## Projet de délibération du Comité

**Assemblée générale du 4 avril 2025**

Date de convocation : 28 mars 2025

Date d'affichage : 28 mars 2025

Membres	En exercice	141	Vote	Pour	
	Présents	0		Contre	
	Pouvoirs	0		Abstention	
	Votants	0		Total	

**Objet : Prise en charge des frais pour la récupération des garanties d'origine biométhane pour les collectivités adhérentes au titre de l'article L446-22 du Code de l'énergie**

Le Président indique aux membres du Comité la possibilité réglementaire de faire bénéficier les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI), d'attestation de garantie d'origine locale et renouvelable pour leur propre consommation de gaz.

En effet, depuis la parution du décret n° 2024-681 du 4 juillet 2024, il est possible pour ces collectivités de préempter les garanties d'origine des installations de production de biométhane situées sur leur territoire en vue de leur utilisation immédiate conformément aux dispositions de l'article L446-22 du code de l'énergie.

Le Président rappelle qu'une attestation de garantie d'origine permet de certifier à un acheteur d'énergie que l'énergie qu'il utilise est d'origine renouvelable. Ces attestations de garantie d'origine sont payantes (qui doivent être achetées auprès des fournisseurs d'énergie) et rémunèrent partiellement les producteurs d'énergie renouvelable.

Le Président précise les conditions pour préempter gratuitement les attestations de garantie d'origine de biogaz :

- Installation de production de biogaz qui injecte sur le réseau de gaz naturel,
- Installation bénéficiant d'un contrat d'achat biométhane postérieur à novembre 2020, dont les garanties d'origine sont émises au bénéfice de l'Etat par l'organisme chargé de la gestion du registre,
- Le site de production doit être sur le territoire de la collectivité qui demande à récupérer les garanties d'origine.

La démarche permet donc à une collectivité d'attester de l'origine locale (le gaz est produit sur le territoire) et renouvelable (il s'agit de biométhane) de tout ou partie de sa consommation de gaz.

Le Président indique que cette mesure nécessite cependant des formalités administratives relativement complexes (inscription sur la bourse européenne des échanges d'énergie, déclarations périodiques des consommations) impliquant quelques frais de gestion des transferts de garanties d'origine pour en garantir la traçabilité.

Le coût indicatif annuel est de 500 à 600 € par collectivité et par an, soit dix fois moindre que le coût d'acquisition des garanties d'origine par l'intermédiaire d'un achat au près d'un fournisseur d'énergie (y compris dans le cadre du groupement d'achat d'énergie)

Le Président informe que ces formalités administratives peuvent être déléguées à un mandataire comme le SICECO.

Seules les collectivités qui consomment du gaz sont concernées : 2 EPCI et 1 commune peuvent bénéficier immédiatement de cette mesure, 2 autres EPCI et 1 communes prochainement selon les dates de mise en service de 2 nouveaux méthaniseurs.

A plus long terme, au maximum 15 EPCI pourraient être concernés (3 EPCI ne sont pas du tout desservis en gaz) et autant de communes (le nombre de méthaniseurs en Côte d'Or restera limité (quelques dizaines) et une partie seulement sera située sur des communes desservies en gaz).

Le Président propose de se saisir de cette démarche pour soutenir le gaz renouvelable et aider les collectivités concernées à valoriser cette production d'énergie renouvelable locale **en la liant à la compétence distribution publique de gaz naturel** selon les modalités financières suivantes :

- Pour les communes : la démarche est totalement **gratuite et réservée** à celles ayant délégué la compétence optionnelle 6.2 des statuts « Distribution publique du gaz » (le SICECO ne proposera pas le service aux autres).
- Pour les EPCI : la démarche est gratuite pour les EPCI dont **la moitié** au moins des communes ont délégué la compétence optionnelle 6.2 des statuts « Distribution publique du gaz » (qu'elles soient desservies ou non en gaz), à défaut les frais externes sont intégralement refacturés à l'EPCI

En conséquence,

Après avoir délibéré,

**Le Comité :**

- **APPROUVE** le lancement de cette démarche pour aider les membres du SICECO qui peuvent en bénéficier à préempter récupérer les garanties d'origine conformément aux dispositions de l'article L446-22 du Code de l'énergie ;
- **VALIDE** la prise en charge des frais de gestion liés à la mise en œuvre pour adhérents du SICECO ;
- **AUTORISE** le Président du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, Jacques Jacquenet, ou son représentant à signer toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération.



Dijon, le     avril 2025  
Le Président du SICECO

Jacques Jacquenet

**ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE**  
en application du Code Général des Collectivités Territoriales  
après dépôt en Préfecture et publication ou notification